



Sommaire

<i>Edito : Culture et projets</i>	p	1
<i>Parole de lectrice</i>	p	2
<i>Promenades africaines...</i>	p	3-6
<i>AG Africaine Sokodé</i>	p	6
<i>Rapport FAO</i>	p	7
<i>Altermondes</i>	p	7
<i>Une CDM prend la parole</i>	p	8
<i>L'ours</i>	p	8

Ainsi pour l'élaboration de tout projet, ne faut-il pas chercher par exemple comment fonctionne le projet dans différents ensembles culturels ? car il y aurait un risque à réduire le projet à la seule dimension de sa réalisation technique.

Dès lors la question essentielle serait de se demander quelle signification il revêt pour les hommes qui s'en emparent, le vivent, le subissent ou le font subir. Ainsi, dans l'analyse anthropologique qu'il a réalisée sur le sujet, Jean Pierre Boutinet (*anthropologie du sujet*, P.U. F., 2005) a repéré quatre types de projets : le projet sur l'autre selon le modèle de la commande sociale, le projet pour l'autre selon le modèle paternaliste, le projet avec l'autre selon le modèle participatif et le projet de l'autre selon le modèle de l'autonomie. Quant à nous, au niveau de Solidarité Mondiale contre la Faim (SMF), nous nous situons surtout dans le modèle de l'autonomie. Ainsi nos projets visent à faire progresser les populations dans le sens de l'autosuffisance alimentaire et de les aider à se libérer ainsi de la dialectique misère-assistance. Le fonctionnement de SMF présente à cet effet diverses caractéristiques originales qui en font un instrument unique en son genre : mutualisme par le fait que chacun apporte à tous et que chacun peut bénéficier des apports de tous, transnationalité où tout être humain pèse le même poids que tout autre, apport libre car tout adhérent peut souscrire une cotisation aussi élevée qu'il le désire et enfin parce que les prestations de SMF comportent une part de subvention, définitivement acquise au bénéficiaire et une part de prêt sans intérêts.

La dimension culturelle dans la réalisation des projets

Un projet peut être régulé par un développement ou planifié, ce qui contraint sa progression en le limitant à des objectifs et des paramètres. La planification, l'exécution et le contrôle de projets demandent la mise en place d'une organisation efficace. Ainsi un projet nécessite le plus souvent des ressources matérielles, financières et humaines.

Bien que le climat du projet soit fondamentalement positif (on veut changer quelque chose et on croit que c'est possible), il est important de tenir compte de toutes les contraintes liées à sa réalisation. En effet, l'expérience est bien souvent teintée de doute, la satisfaction devant les résultats mitigée de déception, car la réalité correspond rarement à l'image rêvée lors de la conception du projet. L'angoisse existentielle, occultée durant le temps du rêve et de l'action, se pointe dès que le moment de l'accomplissement est venu.

Aussi, pour respecter les objectifs de SMF, notamment tendre à l'autosuffisance alimentaire pour un minimum vital de chaque être humain, tout accord de financement fait l'objet d'un contrat de solidarité qui consacre les engagements réciproques des parties et garantit le suivi du projet.

Ainsi depuis 1982, date de la création de notre association, les projets mettent l'accent sur la dimension culturelle du développement afin de permettre aux populations locales de forger le futur à leur façon et d'atteindre l'autonomie alimentaire. Plus de 60 projets ont été financés depuis que tous ces groupements, par leurs cotisations et le remboursement du prêt partiel, construisent la solidarité mondiale. De la sorte s'introduit peu à peu la conscience de subsister sur une même planète dont les fruits doivent être répartis équitablement. Néanmoins, il conviendrait de mieux comprendre les aspirations, les désirs et les situations locales pour mieux accomplir notre mission, d'où la nécessité de revoir ce qui a été accompli jusque là et ce qui n'a pas marché dans cette aventure. Autrement dit, un bilan régulier s'impose pour mieux appréhender les enjeux en fonction des moments. Cela donne déjà quelques aspects à prendre en compte dans la mise en œuvre des futurs projets. La nécessité de mettre l'accent sur les enjeux culturels du développement local, les cultures appropriées au milieu ou les activités génératrices de revenus à court terme, la motivation des intéressés dans leurs capacités à s'organiser et la rigueur dans le remboursement des prêts. La solution pour la réalisation de nos objectifs n'est-elle pas de créer de la valeur en innovant constamment ?

Parole de lectrice

J'habite dans un Etat de droit, la France. Et donc c'est par expérience que je peux parler des bons ou des mauvais côtés de l'Etat de droit.

C'est un état mort, ou disons, qui n'a plus rien de vivant.

Voici ce que j'écrivais le 1^{er} août dernier, au premier magistrat de ma ville (qui est aussi sénateur).

« Alors faites (le) comprendre aux « professionnels » s'il vous plaît. Ces derniers ne parlent qu'avec les règlements. Mais lorsque la situation est insolite, ce n'est plus de leur ressort. Il n'y a pas des bons d'un côté et des méchants de l'autre, des inclus et des exclus, des nationaux et des étrangers, il n'y a que des êtres humains dont les conditions d'existence doivent être améliorées (probablement pas par des législations ou des règlements).

Malheureusement les médias, les politiciens, les religieux, l'appareil juridique veulent nous faire croire que l'homme est tout noir ou tout blanc. La France se doit d'être exemplaire. Nous sommes tous appelés à vivre ensemble. Notre égalité est à ce prix là. Non pas égaux devant la loi, (il ne faut pas se leurrer, les habits du moine font toujours beaucoup d'effets) mais égaux devant la vie. Encore faut-il que nous ayons le temps d'absorber toutes les inepties de ces 30 dernières années. Et si certains vous disaient que l'élection est partie intégrante de la démocratie, rappelez-leur que le tirage au sort est aussi une façon de « choisir l'élu ».

L'état de droit est un état au service de l'idéologie économique ou mercantile. Les entreprises ont besoin de sécurité, d'assurance pour pouvoir investir. Il nous est demandé d'accepter une idéologie qui peut (d'après les adeptes de la foi dans l'économie) tout régler, tout ordonner. En effet, lorsqu'on fait payer les besoins élémentaires il est logique que pour obtenir l'argent nécessaire aux besoins, l'être humain se mette en quête d'obtenir de l'argent ! On peut ainsi facilement détruire, surexploiter le vivant, puisque le travail n'est défini que par l'argent, comme si la chaleur n'existant sans thermomètre !

Non, l'état de droit n'est pas plus démocratique, ni plus juste qu'un autre régime. C'est un état qui donne la priorité aux entreprises et aux « personnes (dites) morales. » Le vivant est exclu des relations puisqu'il accepte le risque de vivre. La liberté n'est pas concevable pour eux. D'ailleurs je signale que la liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui (art. 4 de 1789). Aucune intelligence, puisqu'ils préfèrent faire de l'argent en détruisant le vivant.

Anne-Marie Beneix

La lettre d'Anne-Marie Beneix réagit à mon éditorial du n° 89 de Monda Solidareco et elle va un peu dans le même sens que celle d'un autre lecteur, Yvan Zlatkovič, dont le texte, trop long pour être publié¹, est une vigoureuse (et peu amène) charge anarchiste contre l'Etat de droit démocratique (« Etat » avec un grand « E »).

Il ne paraît pas vraiment utile d'entrer, dans le cadre de ce bulletin, dans ce qui semble être un dialogue de sourds du fait de la perception très éloignée que nous pouvons avoir de la définition des mots « état » et « droit », voire « démocratie » ou « liberté ».

Que l'excès de lois et de règlements, même en démocratie, soit difficilement supportable est indéniable. Je mets à part les prescriptions religieuses auxquelles se réfère aussi A.M. Beneix et dont je considère qu'elles relèvent de la sphère privée et n'ont pas à se substituer aux règles démocratiquement convenues entre citoyens.

Je me permets simplement de relever la mauvaise compréhension de mon expression « état de droit » bien que j'aie pris soin de ne pas mettre de majuscule à « état ». J'entendais ce mot dans son acception commune de « manière d'être » (selon le Grand Robert). L'« état de droit », en démocratie, est une manière de vivre ensemble qui garantisse à chacun d'agir librement sans nuire aux autres.

C'est plus simple à dire qu'à faire ! si « chacun et les autres » étaient des êtres parfaits, de « bons sauvages » comme l'imaginait Rousseau, il n'y aurait pas de problème. Mais l'homme est loin d'être parfait (heureusement ! sinon, quel ennui !) et la vie en société me paraît requérir un minimum de règles admises, non par tous, mais par le plus grand nombre, pour autant qu'on fasse confiance au bon sens du plus grand nombre (j'ose encore espérer que les escrocs, les menteurs et les tortionnaires sont minoritaires...).

L'ensemble de ces règles admises constitue le droit et c'est la démocratie qui organise l'élaboration et l'application de ce droit. Dans un état (petit « é » !) social de plus en plus complexe, évidemment, l'appareil de droit est de plus en plus compliqué, car les interactions entre les intérêts particuliers sont de plus en plus nombreuses et difficiles à concilier. On a du mal à suivre, et c'est quand on a du mal à suivre que des petits malins se glissent dans les interstices de la vigilance citoyenne pour tirer la couverture à eux. Jusqu'à présent, on n'a pas inventé, à ma connaissance, de meilleur système que la démocratie pour remédier aux imperfections de la démocratie. C'est d'ailleurs sa force. Car les imperfections dénoncées par notre lectrice sont autrement redoutables dans les environnements totalitaires que subissent malheureusement beaucoup de nos Globidariens. Je suis de ceux qui considèrent que l'anarchie, « plus haute expression de l'ordre », c'est-à-dire un ordre qui ne nécessite aucun pouvoir pour fonctionner, est l'utopie² à poursuivre sans relâche. Mais voilà, à SMF nous travaillons au jour le jour dans le monde réel... et la démocratie, comme affirmation de la nécessité d'organiser l'exercice de la liberté, me paraît un passage obligé, pour longtemps encore.

Dès son origine, SMF a fait le choix du fonctionnement démocratique, ce qui induit qu'elle promeut la démocratie au travers de sa pratique mutualiste. Tout avis pour perfectionner cette pratique est bienvenu, et ce d'autant qu'il émanera, en connaissance de cause, de globidariens « au charbon » et « sur la brèche », les « mains dans le cambouis » !..

Maintenant, chère Anne-Marie, si les règles de l'Etat français vous paraissent excessives ou pas efficaces, c'est sans doute qu'elles sont mauvaises... il n'y a actuellement que la démocratie pour vous autoriser à essayer d'en changer.

Alain Cavalier

1 - Nous tenons la lettre d'Y. Zlatkovič à disposition des lecteurs intéressés

2 - « Comme si tout grand progrès de l'humanité n'était pas dû à de l'utopie réalisée ! Comme si la réalité de demain ne devait pas être faite de l'utopie d'hier et d'aujourd'hui (...) » ; André Gide, *les Nouvelles Nourritures*

Promenades africaines...



Non, il ne s'agit pas ici d'une invitation au tourisme de loisir. Simplement, nous portons nos pas là où se signalent ceux qui, vivant dans le besoin, nous font partager leurs projets. Non pas errances, mais préludes ou accompagnements de la solidarité.



L'ALSMF-Sokodé, une tâche difficile ...

Le bulletin Monda Solidareco n° 87 faisait part de la naissance de L'ALSMF-Sokodé, l'Association Locale de Solidarité Mondiale contre la Faim de la zone septentrionale du Togo.

Le secrétaire fédéral, KUADJO Yaovi et Danièle CHARIER, mandatés par le conseil d'administration de SMF, présents à Sokodé à l'occasion de l'Assemblée générale africaine ont rencontré le 5 août les membres du bureau de l'ALSMF-Sokodé : M. KOMLANVI Bitoka le président, M. KODJO Agnon le secrétaire et Mme DJENABOU Adam la trésorière.

Héritant d'une situation extrêmement tendue depuis les dysfonctionnements évoqués dans le bulletin n° 87, ces responsables ont pour tâche de recréer des liens, de restaurer la confiance et de sensibiliser les membres de SMF à leurs obligations. Pour ceci, seules les rencontres sont vraiment fructueuses. Cela demande un réel effort car chacun a un rôle au sein d'un groupement et sa propre activité. De plus, certains groupements sont éloignés et les pistes difficilement praticables en période de pluie.

Le jour de la rencontre, soutenus et conseillés par l'APGA, leur ONG de tutelle, ils avaient déjà visité trois groupements et organisé plusieurs réunions. Les cotisations commencent à rentrer et il est à nouveau question de remboursements...

Saluons leur dévouement, leur sérieux et leur disponibilité. Et encourageons-les par un « **Wabaaa ! ...** »

DC

un tour au Bénin maraîchage à Ayi-Guinnou

Le groupement Mahougnon est présidé par M. KOFFI TOSSA Nanougnon Jean. Composé de 8 membres, tous globidariens, il s'est installé aux marges de la ville de Grand-Popo, célèbre pour son musée de l'esclavage, dans le village d'Ayi-Guinnou, tout près de l'embouchure du fleuve Mono qui vient du Togo et qui a donné son nom à ce département béninois. Tout près aussi, donc, de la frontière togolaise.

Mahougnon



Cette plaine herbeuse, parsemée de cocotiers et de palmiers à huile par endroits, repose sur un lit de sables alluvionnaires propices aux cultures légumières, pour peu que la continuité de la disponibilité en eau d'irrigation soit assurée. De fait il s'agit, de part et d'autre de la frontière, d'une grande région maraîchère qui approvisionne les grandes villes peu éloignées de Cotonou et de Lomé. Côté togolais, à quelque distance de là, le groupement Ma Gloire, à Vodougbe, en périphérie d'Aného, s'adonne, comme Mahougnon, au maraîchage (voir p. 6).

Le groupement Mahougnon existe depuis 1997. Initialement dans la mouvance du Groupement des Orphelins de Tozounmé, il a accepté de se placer en partenariat d'encadrement par le CERIDAA au moment de la défection du GOT. Cultivant le maïs, le manioc et le niébé traditionnels, Mahougnon a décidé de se diversifier vers le maraîchage, d'un meilleur rapport, après avoir expérimenté lui-même avec succès carottes, oignons, piments et tomates.

Il met donc en place 1,5 ha de cultures irriguées pour pouvoir produire en toutes saisons les denrées ci-dessus auxquelles s'ajoutent les choux et les salades. L'irrigation nécessite la réalisation d'un forage, la mise en place de conduites et l'installation d'une pompe. Au dernier moment, Mahougnon a accordé la préférence à une pompe électrique, plus économique qu'une pompe thermique du fait du renchérissement du gas-oil.

Le contrat de solidarité signé avec SMF porte sur la location du terrain pendant 4 ans, l'achat de deux pompes et du matériel de transport d'eau (conduites), le forage d'un puits, les frais d'intrants et de main d'œuvre de la première campagne. SMF apporte 3.000.000 F CFA dont la moitié en prêt sans intérêts et Mahougnon apporte 950.000 F CFA. Mahougnon s'engage à rembourser son emprunt en 4 annuités de 375.000 F CFA à partir de décembre 2007.

La première tranche du financement a déjà permis l'acquisition du matériel d'irrigation, dont une partie au Togo à cause de ruptures d'approvisionnement au Bénin - ce qui a entraîné quelques semaines de retard. La mise en culture proprement dite est en cours.

un tour au Burkina Faso

Félicitations à Barnabé, sa femme Honorine, Barthélemy, Eric, Maxime, et Symphorien !

Félicitations aux jeunes éleveurs de Song Naba de l'Association AJES pour avoir honoré la dernière échéance de leur emprunt (586.000 F CFA) tout en versant leurs cotisations de membres de Solidarité Mondiale contre la Faim. Ces éleveurs du « Pays des Hommes intègres », le Burkina Faso, ont respecté leurs engagements de bout en bout. Ils sont à présent pleinement propriétaires de leur élevage. Et SMF va pouvoir assurer plus rapidement, avec ce remboursement, le financement d'un autre projet en attente.

L'étude de ce projet d'élevage porcin à 18 km au sud de Ouagadougou avait débuté en 1996. L'Association des Jeunes Eleveurs de Song Naba, communément appelée AJES a été créée officiellement en 1995, et a bénéficié d'un financement sous forme d'une subvention de 1.146.000 F CFA et d'un prêt à 0 % d'intérêt de 946.000 F CFA de la part du Fonds Mondial de Solidarité contre la Faim, devenu depuis Solidarité Mondiale contre la Faim (SMF).

M Alexis Somé, ingénieur agronome, ex-chercheur de l'INRA à Rennes en France, aujourd'hui décédé d'une longue maladie et fort regretté par ses proches et ses amis, constituait l'équivalent de l'ONG africaine d'encadrement local, habituellement condition *sine qua non* pour présenter un projet et avoir un financement par SMF. Alexis avait convaincu de financer AJES dans de longues lettres explicatives l'administrateur bénévole de l'époque en charge du Sahel, M Jacques DUMESTE qui convainquait ensuite tout aussi bien le Conseil d'Administration en France, à l'époque composé uniquement d'Européens.

Par la suite, en l'absence d'une ONG d'encadrement sur Ouagadougou qui soit reconnue par SMF, c'est l'ONG ADRI, Action pour le Développement Rural Intégré, qui s'en est chargée avec notre ami Dramane TRAORÉ, qui est venu de Bobo Dioulasso pour évaluer, conseiller, encourager les jeunes éleveurs porcins comme il sait si bien le faire. AJES a poursuivi avec efficacité ses activités d'élevage porcin (naissances, achats de porcelets du village de Poésé et engraissement) et de commercialisation ensuite de la viande porcine dans la banlieue de Ouagadougou. Mais sur le terrain de AJES, après le départ d'Alexis Somé, c'est bien notre ami le jeune et brillant informaticien Symphorien MÉDA, devenu correspondant local de SMF à Ouagadougou, qui a contribué à diriger, conseiller efficacement l'élevage et qui assure désormais les correspondances écrites avec le nouvel administrateur pour le Sahel, Christian TRIANNEAU, Citoyen du Monde, cadre formateur en soins infirmiers à Poitiers en France.

Les deux hommes se rencontrent en 2002 et 2004 et se considèrent comme frères à présent. Début juillet 2003, voici ce que nous écrivait Symphorien MÉDA, en tant que responsable de l'élevage porcin AJES. « *Pour ce qui est de l'impact sur l'environnement local du projet AJES, nombreux étaient les jeunes au départ qui voulaient quitter le village de Poésé pour aller rejoindre les lumières de Ouagadougou. En clair, l'élevage porcin AJES a freiné l'exode rural dans ce village. Les jeunes ont compris qu'à partir des ressources naturelles de chez eux, ils*

pouvaient bien améliorer leur niveau de vie. AJES a été certainement un modèle de courage qui a motivé le retour d'autres jeunes autochtones de Poésé résidant à Ouagadougou, en vue d'exploiter les ressources naturelles de leur terre natale. Plantation de 10 hectares d'eucalyptus pour les uns en vue de l'exploitation de bois de chauffe et pour lutter contre la désertification et la coupe abusive du bois, et pour les autres de l'élevage également. »

« En réalité, déclare Symphorien MÉDA, pour ce qui concerne les membres d'AJES, l'envie de faire quelque chose de nos propres mains, dans un milieu dont nous ne sommes pas nous mêmes natifs, a suscité au sein du village et auprès de nos observateurs l'envie enthousiaste de se ressourcer, tout en constatant que l'on peut bien se débrouiller à partir de sa propre volonté. Il fallait oser. Les natifs de Poésé seront en reste si des jeunes d'ailleurs viennent trouver leur compte là où apparemment rien n'apparaissait possible. »



Au village de Poésé, l'Association des Jeunes Eleveurs de porcs a contribué à la reprise de l'élevage porcin en facilitant la commercialisation de la production villageoise car AJES est un acheteur potentiel intermédiaire pour revendre les porcs soit directement à Ouagadougou, soit après les avoir engraisés un ou deux mois. Prenons l'exemple donné par Symphorien MÉDA sur une journée de travail : « *Il s'agit en fait d'une chaîne de vente. Deux personnes de l'AJES vont acheter aux villageois le ou les porcs et les acheminent sur notre site. S'ils sont assez grands les animaux sont acheminés directement à Ouaga. Entre temps, nous les avons abattus pour les vendre en « porcs au four ». Barnabé s'y connaît et avec Maxime, ils sont les deux seuls au sein d'AJES à assumer cette responsabilité. Une fois les animaux abattus, on amène la viande chez les agents de santé qui contrôlent la qualité de la viande avant sa vente. La viande est ensuite acheminée à Ouagadougou où deux autres personnes ont déjà pris contact avec les acheteurs : vendeurs de porcs au four ou amateurs de viande de porc. Nous revendons les porcelets au double ou à plus du triple de leur valeur initiale. »*

« Pour ce qui est de l'activité spécifique des naissances de porcelets à AJES, nous avons décidé de faire un vide sanitaire durant l'été 2006 à l'identique de 2003 et de repartir sur des races nouvelles ensuite. A l'avenir, nous réfléchissons actuellement sur le moyen de diversifier nos produits d'élevage. Par exemple faire des poules pondeuses, des lapins ... »

Souhaitons longue vie à AJES. Que ces jeunes éleveurs continuent à prouver aux lecteurs de Monda Solidareco que la rigueur au travail, le courage et la motivation sont les meilleurs ingrédients pour devenir un groupement autonome, responsable et solidaire. Merci par conséquent pour la fidélité d'AJES à la philosophie de Solidarité Mondiale contre la Faim.

Christian TRIANNEAU
Article rédigé avec les propos recueillis par échange téléphonique le 11 août 2006 avec M Symphorien MÉDA à Ouagadougou.

un tour au Togo

quelques visites

Les participants à l'Assemblée Générale africaine à Sokodé (voir ses recommandations p. 6), ont rendu visite le 4 août à Sokodé aux membres du groupement féminin de transformation agroalimentaire Esso-Koudjowou. Leur activité est la production et



la commercialisation de farines nutritionnelles et la vente de produits locaux, de lait de soja et de différents jus de fruits. Le groupement commercialise aussi le riz parfumé qu'il a préparé et conditionné en sacs

et en sachets. Il bénéficie actuellement du micro-crédit alloué par SMF et Mme DJENABOU Adam, trésorière, a déposé une demande de financement pour un projet visant à renforcer l'activité agroalimentaire.

Les 5 et 6 août, les délégués à l'Assemblée Générale ayant pris le chemin du retour, le secrétaire fédéral, KUADJO Yaovi, Danièle CHARIER représentant le conseil d'administration de SMF et KOMLANVI Bitoka, président de l'ALSMF, ont visité deux projets : l'un initié par GEMAN à quelques kilomètres de Sokodé, l'autre par N'Gnopé-Dhignane près de Bassar. Ils ont aussi rencontré M. Ibrahim Naboudja

président du groupement Lanzi-Tchéré. (96.04.TG). Ce groupement, encadré alors par l'ATODOP, a connu des difficultés dès la mise en place de l'élevage de dindons. Aujourd'hui, il pratique l'élevage de quelques dindons et de chèvres. Les membres du groupement, conscients de leurs obligations envers SMF, se sont engagés par un écrit de leur président à honorer leurs engagements.



Le Groupement d'Elevage et de Maraîchage de Nâh, GEMAN, (dossier n° 02.12.TG) est composé de 6 hommes, M. KODJO Agnon en est le président pour 2006. Leur projet, une extension de



poulailler, est décrit dans le bulletin Monda Solidareco n° 86. La ferme est composée de plusieurs poulaillers fermés et bien entretenus d'une capacité de 3.500 poules.

Actuellement 1.250 poules sont réparties selon leur race et la poussinière est vide, mesure de précaution contre la grippe aviaire. Cependant, la vente des œufs se poursuit à Sokodé seulement en attendant de retrouver l'amplitude du marché habituel.

N'Gnopé-Dhignane (05.02.TG) est un groupement de 15 personnes qui souhaitent diversifier leurs activités agricoles par l'élevage (voir Monda Solidareco n° 87). La délégation de SMF a rencontré M. LANTAM



Labodja le président, le secrétaire et le commissaire aux comptes. Elle a constaté que les travaux de construction de l'étable et d'aménagement du site n'étaient pas commencés en raison des pluies tardives, la culture du maïs retardée ayant occupé tout le temps des membres du groupement. Rendez-vous est pris avec le président de l'ALSMF-Sokodé à la mi-septembre pour un constat positif des travaux. (L'information selon laquelle les travaux sont bien engagés est parvenue fin août et le 17 octobre les justificatifs d'exécution de la 1^{ère} tranche du projet nous étaient envoyés. La seconde tranche est en cours d'exécution)



Quittant la zone septentrionale du Togo, KUADJO Yaovi et Danièle CHARIER ont fait route vers Kpalimé où ils ont rendu visite le 7 août aux membres du groupement Elémawussi (00.02.TG). Ce groupement féminin réduit actuellement à cinq membres a mis en

place une banque de céréales (voir Monda Solidareco n° 83, 86 et 87). La présidente Madame AHIAVÉ Mawuli ainsi que la trésorière Madame AFOBALI Xolali confirment les mauvaises conditions de commercialisation du maïs. Aussi le groupement demande à bénéficier de la ligne de micro-crédit pour relancer et soutenir ses activités.

Le même jour, la délégation SMF a rencontré Madame KATOU Brigitte, présidente du groupement Mokpokpo (98.01.TG). Ce groupement ne compte plus que deux membres et est en grande difficulté. Le bâtiment devant servir de grenier à céréales, financé par SMF, est construit mais non couvert et de ce fait inutilisable.



... / ...

Mme Katou qui tient à rembourser le prêt consenti mais n'en a pas les moyens, veut reconstituer un groupement pour à la fois honorer ses engagements, couvrir le bâtiment et alors relancer des activités génératrices de revenus.



Ma Gloire

Enfin, le mardi 8 août, KUADJO Yaovi et Danièle CHARIER se sont déplacés à Vodougbe en bordure de mer pour visiter les jardins du groupement Ma Gloire (03.05.TG). Les cultures sur 0,5 ha sont réparties en deux champs clos et sont constituées essentiellement de

tomates et quelques planches de gombos à cette époque de l'année. M. Adama GABA, le secrétaire, et Mme KUADJO Kayi Kaka, la trésorière, rendent compte des activités de maraîchage (voir Monda Solidareco n° 86 et 88). 10 mois seulement après l'obtention de son financement, le groupement Ma Gloire vient de rembourser fin juillet, la 1^{ère} tranche de son emprunt.

En conclusion, il apparaît que la réussite des projets tient essentiellement à la bonne cohésion du groupement, à sa formation technique spécifique au projet, à sa capacité de gestion ainsi qu'à la compréhension des valeurs de notre mutuelle. Notre partenaire, l'ONG d'appui APGA a une présence prégnante en zone méridionale et encadre l'ALSMF-Sokodé qui, en zone septentrionale, travaille à la restauration du réseau Solidarité Mondiale contre la Faim (voir p 3).

Danièle Charier



2 vues de la studieuse Assemblée d'Afrique de l'ouest à Sokodé (Togo) les 03 et 04 août 2006



RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE 2006 DE L'AFRIQUE DE L'OUEST A SOKODÉ (Togo) les 03 et 04 Août 2006.

L'an deux mil six et le vendredi quatre août s'est tenue au Centre Diocésain des Œuvres OCDI/Sokodé, l'Assemblée Générale Ouest Africaine de Solidarité Mondiale contre la Faim (SMF) à l'issue des travaux, et considérant que les résolutions de l'AG. de Ouagadougou 2004 n'ont pas été entièrement respectées à tous les niveaux (ONG, élus et CA de SMF), les recommandations suivantes ont été faites :

I - RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SOLIDARITE MONDIALE CONTRE LA FAIM.

- 1.1 Mise à disposition des adhérents de la plaquette d'explication de la philosophie de Solidarité Mondiale contre la Faim.
- 1.2 Porter la ligne du micro crédit accordée aux ONG conventionnées à 2.000.000 F CFA afin de permettre de toucher le maximum de groupements en attente de financement et ceux qui ont honoré leurs engagements.
- 1.3 Maintenir le plafond de financement des projets à 3.000.000 F CFA.
- 1.4 Le taux de financement des projets est révisé comme suit :
 - 70 % pour la partie subvention
 - 30 % pour la partie prêt
- 1.5 Pour les cotisations (3.500 F CFA) dont 4/7 (2.000 F CFA) pour SMF et 3/7 (1.500 F CFA) pour le comité de suivi.
- 1.6 Créer un volet formation pour tout projet à financer (formation liée à l'activité)

II - RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DU C.A ET DES ONG CONVENTIONNÉES.

Le financement de l'AG Africaine est désormais assuré par les trois ONG conventionnées à raison de 50.000 F CFA et un forfait de 600.000 F CFA de la part du C.A de SMF.

III - RECOMMANDATIONS A L'ATTENTION DES ONG CONVENTIONNÉES ET COMITÉS DE SUIVI

3.1 ONG CONVENTIONNÉES

- 3.1.1 Rappeler aux ONG conventionnées le respect des termes de la convention les liant au CA (Regret pour le cas de l'ATODOP dont nous ne souhaitons plus de pareilles situations).
- 3.1.2 Renforcer les échanges des rapports d'activités sur le net pour tous les comités de suivi par les ONG conventionnées de l'Afrique de l'Ouest.
- 3.1.3 Les participants à l'AG Africaine recommandent une réunion bisannuelle de l'Assemblée Générale Africaine.
- 3.1.4 Les ONG conventionnées ont la charge de surmonter les difficultés liées au recouvrement des crédits octroyés et des cotisations.

3.2 COMITÉ DE SUIVI ET GROUPEMENTS

- 3.2.1 Les groupements dont les projets sont en attente de financement et ceux ayant honoré leurs engagements sont reversés sur la ligne de micro-crédit.
- 3.2.2 Les groupements ayant failli dans l'exécution de leur projet peuvent se reconstituer et se mettre à jour dans les cotisations annuelles afin de bénéficier des services de la ligne de micro- crédit.
- 3.2.3 Versement des cotisations au plus tard le 1^{er} trimestre de l'année en cours.

N.B : Après toute réflexion, l'Assemblée souhaite que des démarches soient faites au niveau de chaque pays pour avoir un accord de siège afin de permettre aux groupements et ONG conventionnées de bénéficier des avantages douaniers.

Brigitte TOGBEVI KATOU (Kpalimé TOGO) et Symphorien MÉDA (Ouagadougou BURKINA FASO)

Ces recommandations de l'Assemblée Générale d'Afrique de l'Ouest n'engagent pas le Conseil d'Administration de SMF. Celui-ci garde son entière liberté pour prendre toutes décisions lors de ses prochaines réunions. NDLR



L'insécurité alimentaire dans le monde

Éradiquer la faim dans le monde
- bilan 10 ans après
Le Sommet mondial de l'alimentation

2006

Qu' apprend-on dans ce rapport d'étape de la FAO consacré au bilan de 10 ans d'« efforts » pour réduire la faim dans le monde ?

Que 854.000.000 d'êtres humains souffrent encore de la malnutrition !

Autant qu'en 1982, à la création de SMF ! certes, la population mondiale a augmenté depuis, mais la réduction relative de la faim ne se chiffre qu'en quelques pour cents, à comparer avec l'augmentation vertigineuse des dépenses d'armement. Enfin, quoi ! L'humanité a-t-elle vraiment l'intention de s'autodétruire, ou souhaite-t-elle enfin s'unir pour éradiquer ses plaies ?



Les organisations telles que SMF ont pour vocation de se saborder quand plus aucun être humain ne souffrira de la faim.

Apparemment, ce n'est pas pour demain !

Y'a du boulot !

Pour tous !

Ensemble !

Le rapport de la FAO est disponible sur <http://www.fao.org/docrep/009/a0750f/a0750f00.htm> en format .pdf (44 pages, 1,1 Mo ; mais on y trouve aussi un résumé)

Altermondes n° 7

Sommaire :

- Ø Dossier pédagogique de 16 pages sur le thème "Acteurs et actrices pour une culture de paix", réalisé en partenariat avec le CCFD, Frères des Hommes, le Mouvement de la Paix, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et le Secours catholique - Caritas France. Ce dossier s'appuie sur un grand nombre de témoignages recueillis lors du 2ème Salon international des initiatives de paix, qui s'est tenu à La Villette en juin dernier. Il est construit autour des huit points du plan d'action défini par l'UNESCO et donne la parole à celles et ceux qui, au quotidien, oeuvrent à la construction d'un monde de paix et de non-violence.
- Ø **Analyses** : les réfugiés climatiques, la désobéissance civile, le volontariat de solidarité internationale...
- Ø **Actualité** : les résultats des élections au Pérou, Togo un an après, les expulsions de roms à Paris, un réseau de paysans cambodgiens...



Une Citoyenne du Monde prend la parole !

SCIENCE ET CONSCIENCE DE LA MONDIALISATION

Isabelle Hannequart

Avant-propos d'Alfredo Pena-Vega

Ed l'harmattan, Paris

<http://www.editions-harmattan.fr/>

La mondialisation est un système complexe qui ne concerne pas seulement la sphère de l'économique, mais aussi les rapports sociaux dans les sociétés. En reliant les différents courants disciplinaires et en traçant des perspectives vers une science transdisciplinaire de la mondialisation, l'auteure propose une nouvelle approche pour unir sciences et consciences. Au-delà des certitudes et au milieu des incertitudes, cette approche vise une éducation à la mondialité propice au réenchancement du Monde.

Prix éditeur : 27 €



Appel !

SMF est toujours à la recherche de « petites mains », petites mais néanmoins compétentes quoique bénévoles, pour construire des documents graphiques d'information bien faits et agréables à consulter : dépliants d'adhésion, dépliants projets, documents circonstanciels, brochure générale et, pourquoi pas, remaquetage de Monda Solidareco.

Il y a bien des étudiants en arts graphiques dans l'entourage de quelques Globidariens ?

Si intéressé(e), merci de vous faire connaître auprès de la rédaction



Assemblée Consultative auprès du Congrès des Peuples ASCOP

Après le Séminaire de Bohicon (Bénin)

Le Séminaire d'Etudes Mondialistes s'est tenu comme prévu et avec succès les 6, 7 et 8 octobre 2006. Un rapport complet est à la disposition de tout membre de SMF sur simple demande (format papier), ou directement sur Internet :

<http://www.recim.org/ascop/pr06-fr.htm>

A noter plus particulièrement les contributions des professeurs Gbegenonvi et Azilinson :

Ø Brève histoire socio-psychologique des états/États de l'Afrique de l'Ouest,

<http://www.recim.org/dem/gbegenonvi.htm>

Ø Contributions Africaines à la démocratie et à la citoyenneté mondiales.

<http://www.recim.org/dem/azilinson.htm>

monda solidareco

est un bulletin édité par **SOLIDARITÉ MONDIALE CONTRE LA FAIM**

A VOTRE DISPOSITION :

- a des feuilles d'adhésion.
- a des tracts « projets ».
- a des bulletins supplémentaires.
- a Le règlement Fédéral de Solidarité Mondiale contre la Faim
Une participation aux frais est la bienvenue (3€ ou plus)

(Europe seulement :)

- a Des **chemisettes blanches** 20 € et **polos blancs** avec logo « Fonds Mondial ». Toutes tailles. 15 € + frais d'envoi 3 €.
- a des **enveloppes DL** (11 cm x 22 cm) « Solidarité Mondiale contre la Faim » + logo. 6 € les 100 + frais d'envoi 3 €.
- a des photos et diapos (prêt ou achat).

COTISATIONS - DONNÉES - ABONNEMENTS - COMMANDES :

Comment payer ?

- a par chèque à l'ordre de **Globidar**.
- a par virement postal au **CCP PARIS 10.734.96.Z** à l'ordre de "**SOLIDARITE MONDIALE CONTRE LA FAIM**" ou par virement automatique (RIP) :
FR 57 30041 00001 1073496Z020 31
- a Nous acceptons aussi tous billets de banque sous enveloppe ordinaire.
- a chez FEL et UEA, compte MFSK-g (Belgique, Pays Bas et Espérantistes)

La comptabilité est tenue

Sur l'étiquette-adresse de l'enveloppe figure la date approximative de votre dernière participation financière (situation au 18 juin 2006).

COTISATIONS ET DONNÉES REÇUS

Août 2006	1.457 €
Septembre 2006	1.524 €
Octobre 2006	1.586 €

MONDA SOLIDARECO est édité en Espéranto et en Français

Comité de rédaction : Alain Bal, Alain Cavelier, Danièle Charier, Daniel et Odile Durand, Bernard Muet,

Photos : Photothèque Fonds Mondial
Dessins : Yasmina Sahraoui.

Abonnement annuel : 5,00 €
Directeur de publication : D.Durand
CPPAP n° 0410 G 86482.

Imprimerie associative
Tél. : [+33](0) 241 784 775

info@globidar.org

<http://www.globidar.org>

MONDA SOLIDARECO

Les Nids
FR 49190 Saint-Aubin de Luigné
France